



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

DOC
CA1
EA442
2004D21
EXF

canadaeuropa

18 mars 2004
Ottawa, Canada

Déclaration

Déclaration du Sommet

Canada-Union européenne

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01019448 1

DOCS
CA1 EA442 2004D21 EXF
Canada-European Union Summit
declaration March 18, 2004, Ottawa
Canada. --
18888976(E) 18888977(F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
AOUT 13 2004
AUG 13 2004
Return to Departmental Library
à la bibliothèque du Ministère

18 mars 2004

DÉCLARATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE

Nous, dirigeants du Canada et de l'Union européenne, nous sommes rencontrés aujourd'hui à Ottawa pour discuter des moyens de renforcer nos liens bilatéraux et de nous employer ensemble, en tant que partenaires stratégiques, à faire régner davantage la paix et la justice dans le monde.

Nos discussions ont montré que nos relations sont florissantes. Nous avons la ferme intention de les approfondir encore de part et d'autre, et d'en faire un pilier essentiel d'un plus vaste partenariat transatlantique. Avec les États-Unis et nos autres partenaires, nous avons le devoir de travailler à l'avènement d'un monde plus libre, plus démocratique, plus juste et plus prospère.

Tant le Canada que l'Union européenne tiennent fortement à des institutions multilatérales solides et efficaces et au principe de la primauté du droit international. Seul un effort concerté de la communauté internationale, où les Nations Unies jouent un rôle central, nous permettra de nous attaquer à des défis transnationaux comme le terrorisme, la prolifération ou la violation des droits de la personne. De la même façon, la recherche de solutions durables aux conflits régionaux nécessite l'aide et la coopération de tous les pays. Enfin, l'interdépendance économique et financière croissante demande une gouvernance qui soit davantage multilatérale.

Nous condamnons dans les termes les plus virulents les attentats terroristes sauvages commis la semaine dernière à Madrid. Nous offrons une nouvelle fois nos condoléances au peuple et au gouvernement espagnols. Cet acte barbare nous convainc d'autant plus de la nécessité d'unir nos efforts pour neutraliser les menaces prédominantes qui pèsent sur la sécurité dans le monde, dont le fléau du terrorisme. Avec l'ensemble de la communauté internationale, nous redoublerons d'efforts pour prévenir les attentats, protéger les populations et les sociétés, et appréhender et poursuivre les terroristes en justice. Nous le ferons dans le plein respect des droits de la personne et des libertés, et pour défendre ces valeurs qui nous sont communes.

1. Programme de partenariat Canada-Union européenne

Nous avons adopté aujourd'hui un nouveau Programme de partenariat qui renforce et approfondit les rapports étroits existant déjà entre le Canada et l'Union européenne. Nous intensifierons la coopération dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité, en nous fondant sur notre attachement commun à des institutions multilatérales et à une gouvernance mondiale efficaces. Nous resserrerons notre collaboration dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, afin d'assurer la sécurité et de protéger les droits de nos citoyens. L'un comme l'autre, nous avons à cœur la relance de la croissance économique dans le monde et le succès des discussions commerciales multilatérales. Ensemble, nous nous attaquerons aux problèmes mondiaux qui nous touchent, notamment le changement climatique et la pauvreté dans les pays en voie de développement. Pour

18-888-976 (E)

18-888-977 (F)

18 mars 2004

ce faire, nous comptons sur un resserrement et une régularisation des contacts entre nos parlementaires. Nous favoriserons également les échanges entre nos citoyens, en particulier entre les jeunes. Nous avons, par ailleurs, dynamisé les aspects pratiques de nos relations afin que les bonnes intentions se traduisent par des actes concrets.

2. Accord entre le Canada et l'Union européenne de renforcement du commerce et de l'investissement

Interreliés, les marchés de part et d'autre de l'Atlantique sont vitaux pour notre prospérité économique, et ce en particulier en ce qui a trait à l'investissement, devenu le moteur de l'interdépendance entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Nous nous sommes entendus aujourd'hui sur le cadre d'un nouvel Accord de renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'Union européenne, dont le but est de stimuler encore davantage nos relations commerciales bilatérales. L'ARCI ira au-delà des questions traditionnelles d'accès aux marchés. Il offrira des résultats concrets à nos milieux d'affaires en atténuant les obstacles au commerce et au flux d'investissement. Les négociations devraient débiter cette année.

3. Nos discussions d'aujourd'hui : mise en oeuvre d'un multilatéralisme efficace

Au cours de nos discussions d'aujourd'hui, nous nous sommes concentrés sur les moyens de traduire concrètement, dans les faits, nos valeurs communes que sont le pluralisme politique, la démocratie, l'État de droit et les droits de la personne.

- Nous avons discuté de la nécessité d'une nouvelle réflexion sur l'amélioration urgente de l'efficacité de nos institutions multilatérales. Nous avons insisté à nouveau sur la grande importance que nous attachons à la place que l'ONU occupe au cœur du système multilatéral, et nous avons discuté de la question de la réforme des Nations Unies. Nous avons exprimé notre appui entier aux efforts que M. Kofi Annan déploie pour insuffler une vitalité nouvelle à cette institution essentielle. Nous avons convenu que la tenue de réunions officielles réunissant les pays influents actuels et en devenir pourrait contribuer à susciter une action mondiale face aux problèmes mondiaux.
- Nous avons convenu que les difficultés que présentent la protection des ressources naturelles dans le monde, stocks de poissons compris, la promotion d'une utilisation durable des terres et la lutte contre le changement climatique demandent des solutions faisant appel à l'imagination que nos systèmes internationaux actuels ont du mal à trouver.
- Nous avons également convenu que l'issue du Programme pour le développement de Doha se devait d'être ambitieuse pour que soient favorisées la croissance économique et la prospérité sociale dans le monde, conséquences d'une plus grande libéralisation et d'une plus grande prévisibilité du commerce et du renforcement des règles multilatérales. Nous sommes déterminés à faire des progrès décisifs en 2004.

18 mars 2004

- Nous avons convenu qu'il doit exister des principes internationaux clairs pour autoriser, dans des circonstances extrêmes, une intervention extérieure sur le territoire d'un pays souverain dans le but d'empêcher une catastrophe humanitaire. Nous avons l'expérience et les valeurs qu'il faut pour contribuer à la formulation de ces principes.
- Nous avons discuté de la nécessité de procéder rapidement avec les plans qui donnent aux pays en voie de développement, à ceux de l'Afrique sub-saharienne en particulier, qui sont touchés par le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et d'autres épidémies, un plus grand accès aux médicaments. Nous avons convenu que ce dossier nécessite un grand leadership, davantage de ressources et l'application à grande échelle de la décision de l'OMC du 30 août 2003 concernant l'accès aux médicaments.
- Nous avons convenu de travailler ensemble à la question de la menace constituée par la prolifération des armes nucléaires en Iran, et convenu également de la nécessité de renforcer les réformes démocratiques dans ce pays. Nous nous sommes réjouis des progrès accomplis en matière d'élimination des armes de destruction massive en Libye, nous avons discuté de la façon d'éliminer ces armes dans d'autres parties du monde, et nous nous sommes engagés à travailler de concert au renforcement des régimes de désarmement et de non-prolifération et des organisations qui en sont chargées. Nous avons souligné le fait que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et l'Agence internationale de l'énergie atomique sont tous deux importants à cet égard.
- Nous nous sommes fermement engagés à favoriser la stabilité démocratique et le relèvement économique de l'Afghanistan et de l'Iraq dans les plus brefs délais.
- Nous avons convenu de la nécessité d'apporter notre soutien à la réconciliation nationale et au rétablissement de l'État de droit en Haïti, qui conduiront à la tenue d'élections libres et justes. Nous avons également convenu de la nécessité d'apporter une aide humanitaire et un engagement à court et à long terme pour le développement d'Haïti.
- Nous lançons un appel en faveur d'une véritable relance du processus de paix au Moyen-Orient et d'un effort concerté en vue d'instaurer une paix juste et durable. La situation actuelle cause de terribles souffrances aux populations concernées et contribue à l'instabilité de la région. Nous sommes prêts, avec les États-Unis et les autres partenaires, à répondre favorablement à un appel que les pays de la région lanceraient en vue d'obtenir de l'aide pour opérer des réformes politiques, économiques et sociales.



Gouvernement
du Canada

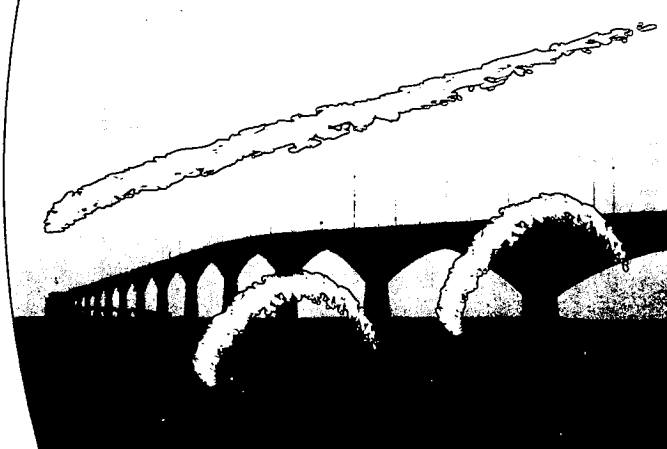
Government
of Canada

Canada

DCE
CA1
EA442
2004D21
EXF

.b4223871(E)
.b4223883(F)

canadaeuropa



March 18, 2004
Ottawa, Canada

Declaration

Canada-European Union
Summit Declaration

ATML/DOC
. b4223871(E)
. b4223883(F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
AOUT 13 2009
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

18 March 2004

DECLARATION ON CANADA-EU RELATIONS

We, the leaders of Canada and the European Union, met today in Ottawa to discuss ways to strengthen our bilateral ties and to work together as strategic partners to make the world more peaceful and equitable.

Our discussions have shown that our relationship is flourishing. We are determined to develop it further, both bilaterally, and as an essential pillar of the wider transatlantic partnership. Together with the U.S. and other partners, we have a duty to work towards a freer, more democratic, more just and prosperous world.

We share a commitment to strong and effective multilateral institutions and the international rule of law. Transnational challenges such as terrorism, proliferation or the abuse of human rights can only be tackled by a concerted effort on the part of the international community, with a central role for the UN. Sustainable solutions to regional conflicts likewise require international assistance and co-operation. Finally, growing economic and financial interdependence calls for increased multilateral governance.

We condemn, in the strongest possible terms, last week's brutal terrorist attacks in Madrid. We again offer our condolences to the bereaved, to the Spanish people and to the Spanish Government. This atrocity convinces us all the more of the need to work together to tackle the pre-eminent threats to global security, including the scourge of terrorism. We will further strengthen our efforts with the wider international community to prevent terrorist attacks, to protect people and societies, and to apprehend and prosecute terrorists. We will do so with full respect for human rights and freedoms and in defence of these common values.

1. Canada - EU Partnership Agenda

Today we have adopted a new Partnership Agenda, strengthening and deepening the close ties that exist between Canada and the EU. We will enhance our co-operation in foreign and security policy, drawing on our shared commitment to effective multilateral institutions and effective global governance. We will work together more closely in the field of justice and home affairs, to assure the security and protect the rights of our citizens. We are both committed to reinvigorating global economic growth through a successful round of multilateral trade talks. We will tackle together the global challenges that affect us, including climate change and poverty in developing countries. To this end, we look forward to closer, more systematic contacts between our parliamentarians. We will promote exchanges between our citizens, especially young people. We have also revitalised the mechanics of our relationship, to ensure that good intentions translate into concrete joint actions.

18-888-9777(F)

18-888-9776(E)

18 March 2004

2. Canada - EU Trade and Investment Enhancement Agreement

The interconnected trans-Atlantic market is vital to our economic prosperity, especially investment which has become the engine of accelerating interdependence between North America and Europe. We agreed today to a framework for a new Trade and Investment Enhancement Agreement (TIEA) between Canada and the European Union to further stimulate our bilateral commercial relationship. The TIEA will move beyond traditional market access issues and offer concrete results to our business communities by reducing barriers to trade and investment flows. Negotiations are expected to begin this year.

3. Our Discussions Today: Putting Effective Multilateralism into Action

In our discussions today we focussed on means to translate our shared values of political pluralism, democracy, rule of law and human rights into concrete action on the ground.

- We discussed the need for new thinking on the urgent requirement to make our multilateral institutions more effective. We again emphasised the great importance we attach to the UN being at the heart of the multilateral system and discussed the issue of UN reform. We expressed our full support to the efforts of Kofi Annan to reinvigorate this essential institution. We agreed that informal meetings that bring together current and emerging countries of influence could help galvanize global action on global problems.
- We agreed that challenges to protect international natural resources, including fish stocks, to promote sustainable land uses and to combat climate change require imaginative approaches that our current international systems find difficult to deliver.
- We also agreed that an ambitious outcome to the Doha Development Agenda is vital for increasing economic growth and social prosperity for the world by making trade more open and predictable and by strengthening multilateral rules. We are committed to making decisive progress in 2004.
- We agreed that there is need for clear international principles to authorise, in extreme circumstances, outside intervention in the territory of a sovereign country to prevent a humanitarian catastrophe. We have the experience and the values to help develop these principles.
- We discussed the need to proceed quickly with plans to provide greater access to medicines for developing countries, particularly in the countries of Sub-Saharan Africa, suffering from HIV/AIDS, TB, malaria or other epidemics. We agreed that this requires significant leadership, greater resources & broad implementation of the WTO August 30th 2003 Decision with respect to access to medicines.

18 March 2004

- We agreed to work together on the threat of nuclear proliferation in Iran and the need to strengthen democratic reform in that country. We welcomed the progress toward the elimination of weapons of mass destruction from Libya, discussed how to eliminate such weapons from other parts of the world and undertook to work together to strengthen multilateral disarmament and non-proliferation regimes and organizations. We underlined that the NPT and the IAEA are both important fora in this regard.
- We are strongly committed to promoting democratic stability and economic reconstruction in Afghanistan and Iraq as early as possible.
- We agreed on the need to support the process of national reconciliation and the re-establishment of the rule of law in Haiti, leading to the organisation of free and fair elections. We also agreed on the need for humanitarian assistance as well as the need for short and long term support and engagement for Haiti's development.
- We call for a decisive relaunching of the Middle East Peace Process and a concerted effort towards a lasting and just peace. The present situation brings enormous human suffering to the peoples concerned and contributes to instability in the region. We stand ready, together with the U.S. and other partners, to respond favourably to a call from the countries of the region for assistance for political, economic and social reforms.